

#Blanquerdémission

Les mensonges ça suffit !

Hier soir, vendredi 26 mars, le ministre de l'Éducation s'est de nouveau exprimé dans les médias. Toujours persuadé que les établissements scolaires doivent rester ouverts coûte que coûte, le ministre néglige ainsi totalement les conséquences potentielles sur la santé des personnels, des élèves et de leurs familles. Cette attitude a d'ailleurs entraîné une explosion de #Blanquerdémission sur les réseaux sociaux.

Si l'École est un sanctuaire et l'Éducation une priorité, pourquoi les considérer comme des garderies ?

Restant dans le déni devant les chiffres en constante augmentation aucune mesure à la hauteur des enjeux n'est mise en place.



- ⇒ **NON**, les personnels ne souhaitent pas en arriver à la fermeture des établissements.
- ⇒ **OUI**, les personnels exigent des moyens humains et financiers pour travailler dans de bonnes conditions.

Cette crise sanitaire s'avère **destructrice** pour les personnels et sa gestion est **scandaleuse** !

La CGT revendique dans l'urgence :

- ⇒ Le passage en ½ groupe dans tous les établissements de la maternelle à l'enseignement supérieur.
- ⇒ L'embauche d'enseignant-es remplaçant-es correctement rémunéré-es.
- ⇒ Le recrutement massif de personnels d'entretien pour appliquer le protocole de rigueur.
- ⇒ Une ligne budgétaire claire pour la gestion matérielle de la crise sanitaire.
- ⇒ L'accès prioritaire à la vaccination pour les personnels qui le souhaitent.
- ⇒ Le déploiement effectif des tests salivaires pour chaque établissement et une mobilisation des personnels qualifiés pour les réaliser.
- ⇒ La gratuité des masques chirurgicaux pour les élèves, les AESH et les enseignant-es.

La gravité de la situation et l'ampleur de la catastrophe nous amènent à demander **la transparence totale de la communication des chiffres des contaminations en milieu scolaire public comme privé et un traçage efficace dans la remontée des cas.**

Afin de protéger l'ensemble des personnels dans cette crise mal gérée, la CGT dépose un préavis de grève illimitée à compter de lundi 29 mars 2021.



Au-delà du nécessaire remplacement de M. Blanquer, l'Éducation nationale mérite un véritable plan d'actions pour gérer au mieux la pandémie.